



Déclaration liminaire des représentants CGT au CDAS du 16 juin 2022

NRP, démétropolisations, fusions, restructurations de services, fermetures de sites, loi de transformation de la fonction publique, attaque du statut, suppressions d'emplois, recours à des contractuels au lieu d'appeler les lauréats de la liste complémentaire, etc. La DGFIP n'est tellement plus attractive qu'elle doit faire de la publicité dans les transports pour recruter. Quelle aubaine pour les cabinets privés qui seront encore une fois grassement payés par de l'argent public.

Ce n'est pas un "remue-ménage" mais un grand remue-ménage !!!

C'est l'achat d'une caution morale des agents pour faire passer les prochains objectifs qui seront à leur détriment. Force est de constater que cet exercice s'est transformé en cahiers de doléances pourtant connues depuis tant d'années.

Dans ce contexte de hausse des prix qui ne cesse de s'accroître, les agents, notamment ceux qui ont les indices les plus bas vont encore plus avoir besoin de l'Action Sociale :

Pour les élus CGT au CDAS, l'action sociale doit répondre aux besoins de tous, actifs, retraités, non-titulaires.

Elle doit :

- permettre de se loger dignement,
- donner la possibilité d'accéder à la culture, au sport, aux loisirs
- offrir un nombre suffisant de places en crèche
- favoriser une restauration collective de qualité (augmentation significative du ticket-restaurant et de la subvention)
- développer le droit aux vacances

Or nous constatons un repli de l'action sociale. Les politiques ministérielles d'Action Sociale ne sont pas épargnées. Plusieurs chantiers ont été mis en route en dépit de l'opposition quasi unanime des personnels par la voie de leurs représentants et des organisations syndicales contre ce qu'il faut bien appeler le plan de destruction de l'Action Sociale.

- la baisse des budgets alloués notamment pour le logement
- la vente de la majorité des résidences car non entretenues par l'État
- l'augmentation du prix de prestations annexes proposées dans les résidences de vacances autrefois gérées par l'EPAF (location matériel, boissons) qui sont maintenant à plein tarif
- la nomination du Délégué Régional et également celle du Délégué Départemental

échappe aux représentants du CDAS. Encore un recul des acquis du personnel.
N'est-ce pas à moyen ou long terme la disparition programmée des CDAS ?
Gardons à l'esprit la suppression des CAP et CHSCT.

Les directions évoquent régulièrement le dialogue social mais dans les faits il est de plus en plus mis à mal. Demain le département d'Ille et Vilaine reçoit la visite du Directeur Général Jérôme FOURNEL. Dans un 1^{er} temps il a refusé de recevoir les OS. Après insistance de celles-ci quelques minutes leurs seront généreusement accordées pendant la pause déjeuner !

Revenons pour conclure notre propos à l'Action Sociale :

Les agents et les organisations syndicales ne peuvent accepter la disparition de leur Action Sociale, conquête issue des luttes des personnels.

Ils s'opposent donc :

A la disparition du réseau départemental d'action sociale

A la vente des résidences de vacances EPAF

A une gouvernance regroupant les 7 associations

A la baisse des budgets de l'action sociale

Les fédérations des Finances réaffirment leur attachement à un réseau de proximité de l'Action Sociale afin d'assurer l'accès à l'intégralité des aides et des prestations, pour tous les agents du Ministère, quelle que soit leur situation professionnelle, personnelle ou géographique.

La levée de la Réserve est demandée sans délai conformément à la motion votée à l'unanimité lors du dernier CDAS.

Les représentants au CDAS :

Jessica PICHON, Marianne PEN, Emmanuelle GUYOMARD, David MONTIER, Thierry LERMINE, Martine LEBEHOT (retraîtée).